

ASSAAD CHAFTARI

LA VÉRITÉ
—MÊME SI MA VOIX—
TREMBLE



Les propos tenus dans ce
livre n'engagent que leur auteur

© Tous droits de traduction, d'adaptation
ou de reproduction réservés pour tous pays

Éditions Dergham
www.dergham.com

ISBN : 978-9953-579-80-1

En hommage à ceux de mes camarades qui ont donné leur vie pour un Liban qu'ils voulaient meilleur, aux disparus et à leurs familles, à ceux que la guerre a marqué d'indélébiles cicatrices physiques ou psychiques, aux autres «compagnons», d'options et d'opinions diverses qui ont servi des causes qui se voulaient aussi nobles que la nôtre et dont certains servent encore la seule cause qui compte. Celle de l'Amour et de l'Humanité.

Table des matières

Prologue	11
I – Enfance et jeunesse	19
II – La politique envahit ma vie	27
III – 1975 : la guerre civile	35
IV – Israël, ultime voie de salut	47
V – Le « frère » syrien abat ses cartes	55
VI – Des SR d'un niveau de plus en plus pointu	65
VII – La guerre civile s'intensifie à Zahlé	81
VIII – Après Bachir, l'ère des <i>Intifadas</i>	103
IX – L'Accord tripartite : une opportunité ratée	125
X – Vivre hors des « miens »	159
XI – 27 septembre 1986 : tentative ratée et catastrophique de retour	179
XII – Retour en force le 13 octobre 1990	195
XIII – Le Réarmement moral, source du changement	205
XIV – 10 février 2000 : ma demande de pardon	215

XV – Des expériences qui ont marqué ma vie	241
XVI – L'état d'âme des ex-combattants	249
XVII – Ma vision du Liban	255
XVIII – À la recherche d'un meilleur leadership	263
XIX – À vous que je crains et pour qui je m'inquiète.....	277
XX – Pour en savoir plus.....	283
Remerciements	299

Prologue

Cet ouvrage n'est pas un livre à scandales. Il ne dévoile pas de secret, ne révèle rien. Il ne constitue pas non plus une étude ni une histoire de la guerre civile. Beaucoup l'ont fait, d'autres le feront encore. Tous mieux que moi.

En écrivant ces lignes, j'ai simplement voulu relater le passé, de ma naissance à mon intégration dans cette guerre, mon comportement et mon évolution durant son déroulement et, au bout du tunnel, mon changement et ma renaissance. Je ne rapporte que des faits dont je fus acteur ou témoin. Je ne prétends pas détenir la Vérité qui ne saurait être une et ne peut résulter que de l'amalgame des vérités que chacun de nous détient.

J'ai toujours été touché par le choc que vivaient les jeunes à qui je révélais combien ce conflit armé fut corrupteur, destructeur, haineux, sanguinaire. Les pères de la plupart y avaient participé mais aucun ne leur en avait



parlé. Ils l'imaginaient donc pareil à celui qu'ils animent sur leurs écrans tactiles, avec héros sans tâches, tueurs sans remords, combats sans trêves ni armistices et duquel on peut renaître si on est tué. « *Pourquoi Papa ne nous en a pas parlé ?* » demandaient-ils. Je leur avançais trois raisons : leur épargner des réalités perturbantes, refus de rouvrir de douloureuses cicatrices, honte d'actes individuels et collectifs qu'il aurait dû révéler et dénoncer mais qu'il a tus et occultés.

On sait que le silence aggrave le scandale quand il lui sert de couverture. Pourtant, rares furent les dignitaires religieux et les hommes politiques qui élevèrent la voix pour dénoncer les abus de certains combattants. Couverts aussi par leurs chefs, aucun de ces derniers n'a été jugé par sa formation, « la raison de guerre » leur garantissant l'impunité. La règle de base était simple : il faut résister à l'ennemi, lui infliger des pertes, le faire souffrir au maximum, venger nos camarades.

Des décennies après l'accord de Taëf de 1989 et la loi d'amnistie de 1991, aucun parti, nulle milice, nulle communauté n'a voulu revenir sur le comportement de ses éléments et partisans durant la guerre civile. On peut ne pas aimer se rappeler un passé sanglant. Mais comment croire que les ennemis d'hier pourront politiquement coopérer avec à l'esprit les spectres de ce passé qui d'ailleurs jaillit parfois dans les débats ? Pour aboutir à un pardon mutuel, il faut que tous les Libanais, ceux qui furent sur le terrain, ceux qui se protégèrent dans des abris comme ceux qui vécurent à Nice, admettent avoir été par leurs actes ou par leur silence, auteurs ou complices des dérives et des crimes qui ont tissé ce cauchemar. Une milice a beau comprendre nombre d'éléments, chacun d'eux est responsable individuellement, avant de l'être collectivement, du comportement de sa formation. Une approche qui ne peut résulter que de changements dans l'âme et la conscience de chacun, qui pourraient aboutir à l'évolution positive des partis, des communautés, de la société et finalement de la Patrie.



J'appelle aujourd'hui chaque Libanaise et Libanais à prendre son chemin de Compostelle¹, à marcher vers un changement qui ne se fera jamais si on se contente de le souhaiter. Il peut être entrepris dans l'intimité de la conscience mais ceux qui ont la force de le faire publiquement ne doivent pas hésiter, car leur exemple servira à tous. Pour ma part, las d'attendre la réaction des autres, j'ai décidé de me faire entendre, de faire ce qui me semblait impératif. Non que je fusse plus courageux mais peut-être inquiet de voir resurgir, par ignorance, préjugés, peur, haine, esprit de vengeance, le risque de la rechute.

Nous prétendons vivre pleinement le présent en bâtissant l'avenir. Pourquoi alors, entre politiciens et simples citoyens, ces polémiques qui vont s'accroissant? Soixante-dix ans après l'Indépendance, nous n'avons pas un livre unifié de notre Histoire. Après des années, des commissions ad hoc ont réalisé un projet d'ouvrage exposant les positions de tous les groupes politiques et sectaires, et laissant à l'enseignant et à l'élève le soin de tirer ses propres conclusions. Le projet ne s'est jamais concrétisé et le plan de l'ouvrage dort toujours dans les tiroirs du ministère de l'Éducation. Comme par le passé, nous avons, au terme de la guerre civile, proclamé une amnistie. Il y eut donc entre des responsables qui se battaient la veille retrouvailles et embrassades mais aucun impact sur les masses, montées des années durant les unes contre les autres. Comment dans ce cas leur faire oublier le passé?

1. Saint-Jacques-de-Compostelle, ville espagnole, destination des pèlerinages les plus fréquentés de la chrétienté catholique, la légende voulant que le corps de saint Jacques le Majeur, apôtre de l'Espagne, y ait été miraculeusement déposé. Le pèlerinage de Compostelle est une expérience qui attire de plus en plus de personnes aujourd'hui. Le pèlerin est amené à dépasser ses limites, à se confronter à lui-même et à son environnement. Les épreuves sont physiques, mais surtout psychologiques. Quand le pèlerin arrive enfin au terme de son périple, au cap Finistère, il brûle ses anciens vêtements face au soleil couchant. Le vieil homme disparaît pour faire naître l'homme nouveau.



Trait de notre culture orientale, demander pardon reste pour beaucoup d'entre nous déshonorant. Et quand on le fait, on dit à celui qu'on a offensé ou lésé «*Pardonnez-nous*», usant d'un pluriel qui dépersonnalise l'auteur de l'acte. La demande verbale de pardon, on la remplace généralement par des accolades, des cadeaux, des compensations, des festivités... Nos députés qui se sont retrouvés à Taëf se sont salués, embrassés, félicités puis, après s'être octroyés des acquis politiques réciproques, ont décidé d'amnistier les crimes de quinze ans de tueries, sans exiger de leurs auteurs ni regrets ni expiations, conditions pourtant sine qua non, partout sauf au Liban, du vrai pardon et de la réconciliation. Puis le premier Cabinet de l'après guerre a été jusqu'à inclure en son sein les chefs des diverses milices et mouvements armés, imposant l'omerta² sur les consciences et sur le pays. Rien ne fut entrepris pour comprendre les causes du conflit, interdire partout les armes, dissoudre les formations qui y ont pris part, retrouver les disparus, estimés aujourd'hui à dix-sept mille, préparer les ex-miliciens à réintégrer une vie civile normale.

Qu'on veuille ou non l'admettre, toutes les guerres du passé restent dans nos gènes, nos us, notre conscience collective. Elles font partie de notre culture : à la naissance d'un garçon, on parle de *fusil supplémentaire*, un adage conseille de dîner chez le druze mais de coucher chez le chrétien, pour un autre, celui qui épouse une personne de religion différente est un détraqué mental. Nos rues, maisons, entreprises sont truffées de tueurs potentiels, nos armes sont toujours à portée de main et nous en faisons étalage lors de fêtes religieuses, de discours politiques, voire de rencontres sportives, nous formons nos jeunes à leur

2. L'omerta ou la *loi du silence*. Vocabulaire sicilien propre au champ lexical de la mafia. L'omerta est une règle tacite, imposée par les mafieux dans le cadre de leurs affaires criminelles ; cela implique, entre autres, la non-dénonciation de crimes et le faux-témoignage.



maniement. Fans de leaders décédés ou tués depuis des décennies, nous érigeons nos morts au rang de martyrs, avec messes en leur mémoire chez les chrétiens, prières mettant en valeur leurs bravoures chez les musulmans. Nos défunts, nous les pleurons mais séparément. Les seuls monuments qui rendent hommage aux Libanais de toute appartenance sont celui de la place des Martyrs dus aux Ottomans et celui du Soldat inconnu de l'armée.

Dans ce constat, on ne peut passer sous silence le rôle des radios et des chaînes de télé privées qui continuent à entretenir préjugés et haine. La loi de 1994 a beau avoir stipulé qu'aucune personne ni institution ne pouvait en détenir plus de 10%, que les propriétaires doivent être de religions diverses, les médias n'appartiennent qu'officiellement à plusieurs personnes et restent propriétés de partis et groupes politiques. Ces derniers y ont engagé leurs plus fidèles et virulents partisans qui en ont fait un outil de propagande, de lavage de cerveau, de recrutement, un plateau de combat de coqs, offert à des téléspectateurs raffolant de talk-shows explosifs.

De ce matraquage, difficile de ne pas finir par être victime. Le citoyen suit d'abord régulièrement les nouvelles sur sa station préférée puis, progressivement, ce qu'il voit ou entend, rumeurs comprises, devient pure vérité et toute autre source est mensongère. Cette station devient *sa* station, ce parti *son* parti, ce chef *son* chef. Infos, débats, talk-shows, conférences et discours alimentent un travail de sape qui balaye l'intelligence, la moralité, la probité et l'esprit critique et dans l'esprit du citoyen s'insinue lentement la crainte de l'Autre. Il lui faut se protéger, se défendre. On acquiert une arme et on finit par adhérer à un parti.

Plongés dans un état de léthargie hypnotique, retranchés dans des positions rigides et immuables, convaincus de détenir la Vérité, que l'Autre est dans l'erreur ou ment, les Libanais sont plus divisés que jamais. Ils pourraient discuter des heures, des semaines, des mois sans que nul ne remette



en question ses convictions, et les débats politiques télévisés ne sont que monologues, avec refus d'écouter l'autre. On débat, on ne dialogue pas. Le débat est un duel au terme duquel prévaudra une des thèses défendues. Le dialogue est une conversation engagée, non pour avoir raison, mais pour chercher à composer entre notre vérité et celles d'autrui. On y privilégie l'intérêt commun, on écoute l'autre, on est prêt sans complexe à modifier son opinion, voire la changer, on se quitte souvent enrichis d'amitiés nouvelles et disposés à se consulter en cas de difficultés à appliquer d'éventuelles décisions prises.

Si les médias encourageaient les dialogues honnêtes, nous aurions un public éclairé, conscient des réalités, libéré du culte du chef. Mais au Liban comme ailleurs, les médias dépendent de l'audimat et la publicité recherche les émissions à haut taux d'écoute, un taux assuré dans des débats entre politiciens rivaux, manipulés par les animateurs.

Aujourd'hui, je ne pointe personne du doigt. Mon seul but est de faire mon mea culpa. Au terme d'années de réflexion, je reconnais avoir commis des actes contraires à mes valeurs morales et à ma foi chrétienne, tant dans mon comportement au niveau national et durant la guerre, que dans mon attitude intime au quotidien, mon manque d'honnêteté qui m'a amené à me leurrer, à mentir et à tromper Dieu, mon ego malade qui m'a poussé à vouloir me convaincre que je suis parfait, que mes écarts sont justifiés par la Cause, la faiblesse de l'être humain, les difficultés de la vie.

Pour certains, je ne devrais pas culpabiliser car je relevais d'unités organisées où les ordres étaient indiscutables. Je ne puis accepter cet argument. Rien, à aucun moment de la guerre civile, ne me fut imposé, j'ai toujours agi de mon plein gré, je ne fus jamais jugé pour désobéissance. Quand je n'approuvais pas un ordre, je le discutais et je suis parfois parvenu à modifier ou annuler certains. Et puis, n'étant pas une armée régulière, nous étions libres de tout laisser



tomber et de rentrer chez nous sans risque d'être traités de déserteurs. Plusieurs combattants l'ont fait. Ma responsabilité fut donc entière et j'invite ceux qui ne veulent pas assumer la leur sous prétexte d'avoir obéi aux ordres à faire le point aux plans spirituel, politique, personnel et psychique. Cela serait bénéfique au plan national.

À quoi sert, dirait-on enfin, une confession publique de mon vécu, avant, pendant et après la guerre civile ? Pourquoi raviver les blessures et douleurs du passé, rappeler les préjudices et chocs subis, revivre des moments de honte que la mémoire qui ne retient que les beaux souvenirs s'évertue à vouloir occulter ?

Ce livre répond justement à un devoir de mémoire et la mémoire est une dette que nous devons à l'avenir des jeunes. Et si cette confession peut générer le pardon, ce pardon n'aurait ni sens ni valeur s'il doit résulter de l'oubli.

Enfance et jeunesse

Fils d'un tanneur du nom de Nakhlé, mon père Émile, né en 1924 mais, pour des raisons inconnues, inscrit à l'état civil deux ans après, était le benjamin d'une famille de quatorze enfants dont sept moururent en bas âge. De trente ans plus jeune que sa sœur aînée Linda, il grandira dans le quartier chrétien de Gemmayzé que son père et ma grand-mère Adèle ne quitteront jamais bien qu'ayant souvent changé de domicile. Après des études jusqu'à la philo au collège des Frères des écoles chrétiennes, Émile s'inscrivit à l'école de Droit de l'USJ des Jésuites mais le décès de son père l'obligea à arrêter ses études pour travailler. Né sous le Mandat, ayant fait ses études en français, mon père qui n'avait pour ancêtres que les Gaulois – et dont la Marseillaise qu'il chante encore aujourd'hui, debout et ému, fut longtemps l'hymne national – fut alors engagé au *Parc Auto*, une institution du Mandat, puis dans un service d'interception téléphonique où travaillaient déjà deux de ses frères et une de ses sœurs.



Mes recherches poussées dans notre généalogie familiale m'ont révélé que cinq générations plus tôt, un de mes aïeux dont le bateau avait sombré au large de Batroun était parvenu à rejoindre la côte à la nage et s'était établi dans la localité où il épousa une jeune fille de la famille Fayad. Comme il faisait souvent la moue, on lui donna le sobriquet de « chaftari », notre nom actuel de famille. Quant au nom réel de cet aïeul, on sait seulement qu'il avait une consonance grecque et qu'on pourrait donc être originaire de Chypre ou de Grèce.

Le destin avait voulu que dans le même quartier de Gemmayzé se soit installé Assaad Koteït, qui deviendra mon grand-père maternel et dont la mère était aussi une Chaftari. Il tenait un atelier et un magasin de chaussures, apprécié par le gratin de la société libanaise et des résidents étrangers et son épouse, décédée, lui avait laissé une fillette unique de quinze ans, Aïda. Inscrite chez les Sœurs de la Sainte Famille française, celle qui sera ma mère quittera l'école pour épouser à quinze ans Émile, de dix ans son aîné, un mariage arrangé par une tante éloignée. Issu d'une famille nombreuse et moins nantie, mon père s'installa dans l'immeuble de son beau-père Assaad, rue Saint-Maron à Gemmayzé, et en témoignage de gratitude envers ce dernier me donna son nom, Assaad, un prénom « vieux » pour un gosse et que remplacera celui de Soussou jusqu'à bien après mon mariage.

Bachelier à seize ans

Aîné d'une fratrie composée d'une fille et de trois garçons dont l'un mourut en bas âge, je fis ma maternelle chez les Sœurs de la Sainte Famille avant d'entrer en douzième chez les Frères de La Salle au collège du Sacré-Cœur où je resterai jusqu'à mon baccalauréat, section Mathématiques, obtenu à seize ans. Élevé dans une famille s'exprimant en français, j'en avais fait dès mon enfance ma langue initiale, ce qui amena



souvent ma mère à intercéder auprès de la direction de l'école pour me faire passer de classe malgré de faibles notes en arabe, une langue que je considérais antinomique à mon identité libanaise. Son usage d'ailleurs n'était pas encouragé à l'école puisque durant les récréations, des cartons appelés *signal* étaient remis aux écoliers surpris parlant libanais et ceux qui, à la reprise des cours, en détenaient, étaient punis.

Aïda ma mère, autodidacte et grande lectrice, nous transmet sa passion du savoir et de la lecture. Étudier occupait tout mon temps et en week-end, mes loisirs étaient surtout le livre. Lire en arabe m'ayant été toujours imposé et constituant un soporifique, je lisais, une fois au lit, du français ou de l'anglais, car devenu membre du *English club* de l'école, et je ne passais à l'arabe qu'à l'heure de dormir et m'assoupissais en quelques minutes. Je ne me rappelle pas que mes parents aient jamais écouté des chansons orientales. Feyrouz et Wadih el-Safi, tous deux Libanais, étaient les seuls chanteurs de langue arabe appréciés, tous les disques que nous avions étant en français ou anglais. En 1967, alors en classe de quatrième, je fus marqué par une conférence du poète Saïd Akl pour qui l'arabe classique n'était pas notre langue. Enfin quelqu'un qui vibrait à mon diapason. Il proposa un parlé libanais, écrit en lettres latines et en fin de conférence, j'achetais un de ses livres ainsi rédigé, *Ayat wa souwar*.

Les jeudis après-midi, on allait chez ma tante Yvonne habitant station Deek, rue Weygand, qui fut parmi les premiers acheteurs de téléviseur et chez qui on suivait *Rintintin*, la série narrant les aventures d'un jeune soldat et de son chien dans le Far West américain. À mes neuf ans, mon grand-père Assaad acheta son premier téléviseur mais comme il regardait les films arabes, la télé me resta étrangère jusqu'à son décès. Je détestais ces films, produits d'une culture différente de la nôtre, vieilles pellicules archaïques et débilitantes et, à travers ce prisme, je me fis de cette culture et de son monde une idée caricaturale qui se transformera en préjugés contre les citoyens musulmans de mon pays.



On passait l'été sur les hauteurs de Aley, localité du Mont-Liban, à 17 km de Beyrouth, donc peu éloignée du lieu de travail de mon père, une banque sise à Starco. À la fin de l'année scolaire, il fallait faire les valises et les ballots contenant les literies et décider quoi emporter avant l'arrivée des déménageurs qui embarquaient aussi dans leur camion des meubles entreposés dans une mansarde. L'été, on l'attendait fébrilement. C'était le temps de l'amusement car on était plus à l'aise, plus libres, à Aley qu'à Beyrouth. Les parents lâchant les rênes, on parcourait les rues de la localité à vélo, on allait au cinéma dans de vieilles salles très rococo où on projetait deux films de suite, et deux fois au moins durant la saison, on campait dans les forêts de pin de Ras el-Jabal. On louait une maison appartenant à des druzes dont la façon de s'habiller et de saluer accentuait la touche exotique de notre environnement.

En hiver et jusqu'à l'âge de quinze ans, je ne me rappelle pas être sorti en ville seul ou avec des amis. Saint-Maron étant une rue passante, on n'y jouait pas et on n'avait donc pas de copains du coin. Nos plus proches amis de week-end et d'été étaient donc nos petits-cousins, Chahine, de six mois mon cadet, et Antoine-Camille, de l'âge de mon frère Elie. Nous jouions ensemble et nos seuls trajets nous menaient vers une église du quartier ou vers une pistacherie près du collège, notre meilleur passe-temps étant la promenade de fin de semaine avec les parents en plein Beyrouth. Je regrette que les générations actuelles n'aient pas connu les vieux souks de notre capitale.

Ijit al-Sittaach, hrébou ou La 16 est arrivée, fuyez. Beaucoup se souviennent sans doute de ce cri lancé quand apparaissait un véhicule de la Brigade 16. Troupe d'élite des Forces de sécurité intérieure, formée de costauds réputés pour leur force, leur rapidité et leur fermeté, elle en imposait à tous et nul n'osait lui faire face. Elle frappait d'abord puis posait des questions. S'il vous semble que j'en parle avec regret et nostalgie, vous n'avez pas tort. Ce n'est pas la Brigade que



nommément je regrette, c'est l'autorité étatique qu'elle représentait, plus puissante que les composantes politiques et religieuses du pays, opérante et efficace partout.

J'ai toujours souffert de ma timidité, un de mes handicaps majeurs. Très soucieux du qu'en dira-t-on et tatillon sur les règles de politesse et de bienséance, je suis, par crainte de dérapage ou pour déférence, souvent taciturne face à un interlocuteur. Est-ce parce que je suis né en hiver, saison morose ? Est-ce le fait d'avoir été le plus jeune de mes cousins et cousines et le plus jeune de ma classe qui explique ma timidité ? Je me considère un homme de tête, fier, pas du tout sentimental, dont les actes sont réfléchis et qui analyse trop les choses. « Soupe au lait », je surprends souvent mes interlocuteurs par mes sautes d'humeur que je regrette quelques minutes après. Serviable, je préfère que mon aide soit personnelle et ne dépende pas du gré d'une tierce personne. Mon ego m'a toujours donné du fil à retordre.

Né grec-orthodoxe, mais élève d'une école catholique, je n'ai reçu aucune éducation religieuse propre à mon rite. Ainsi, dans le rituel orthodoxe, la première communion est administrée conjointement avec la confirmation et le baptême. Mais mes parents préférèrent que j'y sois préparé avec mes camarades de classe suivant le rite catholique pour comprendre le sens de l'Eucharistie et du Pardon, ce qui leur valut d'être boudés quelque temps par une tante paternelle, offusquée par ce qu'elle qualifia d'excès de libéralisme. Les orthodoxes ont la réputation d'être chauvins mais nous ne l'étions pas, mes parents ayant été eux-mêmes élèves d'écoles catholiques. Nous allions donc rarement à l'église orthodoxe sauf durant la Semaine sainte, nos messes du dimanche en famille étant en l'église Saint-Marion ou en celle de Terra Santa des Franciscains.

Mes parents n'étaient pas bigots. Leur foi était simple, franche et discrète. On priait rarement ensemble. C'était chacun pour soi et Dieu pour tous. Mes croyances, ma formation religieuse et leur exemple ont fait de moi un



jeune homme qui voulait être un bon chrétien. Je n'ai pas été croyant simplement par héritage car le christianisme fut mon choix dès mon adolescence. J'ai été successivement membre de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), de la société caritative Saint-Vincent-de-Paul, du Mouvement de la Jeunesse orthodoxe. Chez les Frères, on assistait à la messe, d'abord trois fois puis une fois par semaine, alternant les rites latin, maronite et melkite. Les premiers jeudis du mois, je profitais de l'exposition rituelle de la Sainte Eucharistie dans la chapelle du collège pour faire un examen de conscience détaillé et prier pour le salut de mon âme, pour ceux que j'aime et pour le Liban. Je refusais cependant de devenir un moulin à prières récitant machinalement des dizaines de chapelets ou ce fidèle qui ne quittait l'église qu'après en avoir embrassé toutes les icônes. Destinée à moi seul, la Croix que je portais apparaissait rarement au-dessus de ma chemise.

Mes péchés, je les ai régulièrement confessés mais je dois dire que j'ai rencontré de moins en moins de bons confesseurs. La confession est en effet devenue une sorte d'exercice à la chaîne et les pénitences sont administrées tels des procès-verbaux – « *cinq Notre Père* » et « *cinq Je vous salue Marie* » – sans réparation du tort causé à autrui. Aujourd'hui décédé, le père Daher avait fait de la confession un supplice car, souffrant d'un problème d'ouïe, il répétait à haute voix, dans l'église du collège bondée d'écopiers et d'enseignants, les fautes avouées, suscitant rires et regards narquois sur ceux sortant du confessionnal.

Pour moi qui trouvais inacceptable le vol de cinq piastres, j'ai toujours considéré le meurtre, péché mortel pour l'Église, comme un acte très grave. Je n'ai donc jamais pensé qu'un jour je tuerais. Qu'est-ce qui a donc fait de moi un meurtrier, qui a transformé un jeune chrétien honnête en une machine à tuer ? Ce dont je me rappelle est qu'à sept ans, à mon premier camp de louveteaux, j'avais vu un revolver dans le sac à dos de notre prêtre aumônier



français. C'était la première fois que je voyais de si près une arme à feu. Il nous expliqua qu'il s'agissait d'une mesure préventive pour assurer notre sécurité. C'est peut-être alors que j'ai associé dans mon esprit, religion et armes, sécurité et armes.

Je n'ai jamais nui profondément à personne et j'ai refusé maintes affaires troubles qui auraient fait de moi un homme riche. Pourtant, j'ai été capable de tout, vols, rapt, tortures, meurtres, me répétant, pour apaiser ma conscience, que je tuais non pour un motif personnel mais pour la cause des chrétiens et du Liban. Un jour, mû sans doute lui aussi par une fausse perception de la cause des chrétiens, un prêtre à qui j'avais confessé que mes responsabilités me poussaient à décider de la mort d'autrui, me donna à l'avance l'absolution pour cinq cents exécutions. Il me demanda même de revenir le voir quand ce quota sera atteint. Puisse-t-il s'être réconcilié depuis avec le Créateur.

Bien que conscient du fait que je pourrais être amené à regretter ce que je faisais hors de mes normes éthiques, mes options politiques ont subtilement pris le pas sur ma doctrine religieuse et mes principes moraux. J'ai finalement vécu le conflit sous deux personnalités : un Assaad Chaftari guerrier et un Assaad Chaftari d'avant 1975.